

Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de pertes pour la finance mondiale

Le Fonds estime à 3 400 milliards de dollars les dépréciations d'actifs jusqu'en 2010

Nous sommes sur le chemin de la convalescence : les premiers mots du rapport sur la stabilité financière dans le monde, présenté mercredi 30 septembre par le Fonds monétaire international (FMI) réuni à Istanbul, disent sans ambiguïté que la tempête – à son paroxysme au premier semestre 2009 – est en train de s'apaiser. En avril, le Fonds, chiffrait à 4 054 milliards de dollars (2 800 milliards d'euros) les dépréciations d'actifs des banques et des autres institutions financières dues à la crise (de 2007 à 2010). Il a réduit ce montant de 600 milliards, ramenant ces pertes à 3 400 milliards de dollars.

L'action vigoureuse des pouvoirs publics, qui ont volé au secours des établissements en difficulté à coup de dizaines de milliards de dollars, et le début de reprise économique ont contribué à cette embellie. Cela a permis aux banques de reconstituer leurs fonds propres, et aux marchés financiers, de se ranimer. Les marchés émergents ont perdu de leur dangerosité. Mais attention, prévient le FMI, « le risque demeure grand », notamment parce que la pire est à venir en matière de défauts de crédits. Il juge même que la moitié des dépréciations reste à faire.

Les Etats-Unis sont en avance sur l'Europe dans ce travail de nettoyage. Mais les banques américaines affrontent en ce moment une poussée des défaillances des prêts aux entreprises, qui ont du mal à rembourser. Le pic sera atteint fin 2009 ou début 2010 (11,5% de défauts en juillet). Leurs consœurs européennes sont quantitativement moins touchées (4,6% de défauts), mais leur clientèle est

constituée aux trois quarts de PME qui sont plus vulnérables.

Du côté des crédits immobiliers, l'effondrement n'est plus d'actualité, mais la montée du chômage et le recul du pouvoir d'achat ne permettent pas d'être très optimiste. Si l'on se place du point de vue géographique, ce sont l'Asie et l'Amérique latine qui ont le plus vite renoué avec une croissance du crédit. En revanche, l'Europe de l'Est ne retrouvera pas un marché assaini avant dix à dix-huit mois, selon le FMI.

Raréfaction du crédit

La demande mondiale de crédit continuera à croître en 2010, mais au taux historiquement faible de +0,5% en raison des difficultés persistantes des ménages et des entreprises. En regard, l'offre de crédit continuera à reculer, notamment au Royaume-Uni, où elle se contractera de 7,9%. Cette raréfaction, a souligné José Vinals, directeur de la division des marchés du FMI, risque de provoquer un renchérissement du crédit qui pourrait étouffer la reprise.

Un autre danger tient à la façon dont seront arrêtées les coûteuses et multiples aides mises à la disposition des établissements financiers. Les maintenir trop longtemps mettrait en péril les budgets des Etats ; en sevrer trop vite les banques compromettrait le redémarrage mondial. « Il est vital de communiquer clairement la stratégie de retrait », prévient le FMI, qui préconise d'utiliser comme jalons de cette dégrèue « des indicateurs de marché plutôt que des dates précises », afin de ne pas nuire au regain de confiance dans le système financier. ■

Alain Faujas

Les mesures pour la promotion des femmes en entreprise restent rares

Seuls 9% des PDG de sociétés européennes s'impliquent dans des plans en faveur de la mixité

Benoît Potier, PDG d'Air liquide, le reconnaît volontiers. A la question : « Si vous étiez une femme, où en seriez-vous ? », posée le 7 septembre, lors d'une conférence organisée à Paris par Grandes écoles au féminin (GEF), il répondait : « Si j'avais été une femme, je n'aurais pas eu les mêmes opportunités. Je serais sans doute dans la même société, à un poste à responsabilité, mais probablement à un niveau en dessous. Quand j'étais jeune ingénieur, responsable de projets, j'avais une collègue femme. Elle devait travailler à 130% pour que ses projets avancent, pour asseoir sa crédibilité », racontait-il.

Ce souvenir l'aurait-il marqué ? Son entreprise a fait de la diversité et de la promotion des femmes en particulier une priorité stratégique. « Pas pour des questions de justice. Mais parce que la diversité est nécessaire pour approcher des marchés différents et de plus en plus complexes, pour comprendre ce que veulent les clients », dit M. Potier.

Une enquête réalisée pour GEF par l'institut Ipsos, auprès de 5 431 diplômés de très grandes écoles, publiée mercredi 30 septembre, identifie les dix mesures indispensables et faciles à mettre en œuvre pour « favoriser la mixité des équipes dirigeantes ».

« Il faut changer les règles du jeu », explique Véronique Préaux-Cobti, présidente de GEF, en faisant notamment évoluer les critères d'évaluation et les règles de gestion de carrière, en mettant en place des baromètres chiffrés et en

Des soutiens inégaux

POURCENTAGE D'ENTREPRISES AYANT MIS EN PLACE DES MESURES SPÉCIFIQUES POUR LES FEMMES

Sondage mondial auprès de 800 dirigeants

Horaires flexibles, télétravail	30
Suivi de la politique d'embauche et de la promotion des femmes	17
Développement de réseaux sociaux féminins et de « modèles »	17
Tutorat de jeunes femmes par des cadres supérieurs	11
Aide en période de congé parental	10
Objectifs et programmes d'embauche de femmes	8
Mise en place de quotas	5
Exigence d'une candidature féminine pour tout poste à pourvoir	3
Pas de mesures spécifiques	36
Ne sait pas	7

SOURCE : MCKINSEY

intégrant ces résultats dans l'évaluation des managers.

Peu d'entreprises sont encore engagées sur cette voie. Selon une étude du cabinet de conseil en stratégie McKinsey à paraître en octobre, seulement 9% des PDG d'entreprises européennes (et 14% des américaines) s'impliquent dans des plans en faveur de la mixité. Ceux-ci semblent néanmoins s'en féliciter puisque « la crise n'a pas remis en cause l'importance des programmes mixité, à la différence d'autres projets », commente Sandrine Devillard, directrice associée, responsable du programme femmes de

McKinsey au niveau mondial. « Quand un poste de management se libère, j'exige qu'il y ait au moins une femme parmi les candidats. Sinon, je cherche à l'extérieur », souligne Augustin de Roubin, directeur des ressources humaines d'Air liquide. Pour que plus de femmes figurent dans le « vivier des hauts potentiels », la limite d'âge, fixée à 40 ans pour les hommes, a été repoussée à 45 ans pour les femmes.

Une fois par an, le comité exécutif du groupe passe leur carrière en revue « pour voir comment nous pouvons les aider », affirme M. de Roubin. La méthode semble effica-

ce. Douze femmes sur 250 appartenaient au « top management » en 2006. Elles sont 36 aujourd'hui.

Chez Total, on prend le problème à la racine, en allant dans les forums d'étudiants « pour encourager les filles à aller dans des écoles d'ingénieurs », explique Philip Jordan, directeur du recrutement, des carrières et de la diversité. Plus aucune limite d'âge n'est imposée pour être classé parmi les « hauts potentiels », que l'on soit homme ou femme.

Et l'impératif de mobilité n'est plus obligatoirement géographique. Il peut être fonctionnel. Quand une femme est en congé maternité, elle continue d'être augmentée « au taux annualisé des trois années précédentes », précise M. Jordan.

Eviter la démobilitation

Chez le cabinet de conseil Accenture, les 800 dirigeants de haut niveau doivent tous compter au moins une femme parmi leurs trois successeurs potentiels. Des réunions, des séances de coaching sont organisées, pour « éviter la démobilitation silencieuse de celles qui s'essouffent », explique Armelle Carminat-Rabasse, qui dirige le programme diversité d'Accenture au niveau mondial. Elle est convaincue que des mesures isolées ne servent à rien. « Il faut mener deux processus en parallèle », explique-t-elle. Faire en sorte que « les dirigeants facilitent ce mouvement ; mais aussi que les femmes deviennent plus confiantes. Il faut les sortir de l'ombre. » ■

Annie Kahn

Les banquiers suisses privés de vacances aux Etats-Unis

C'était un vendredi après-midi, la veille de son départ en vacances. Il y a une quinzaine de jours, André (le prénom a été modifié), cadre expérimenté dans une banque de la place de Genève, fêtait son dernier jour de travail avec ses collègues, quand il a glissé dans la conversation que la destination de ses deux semaines de repos mérité était les Etats-Unis. Il est alors immédiatement convoqué par son directeur qui lui conseille avec insistance d'annuler son séjour.

La raison est simple. Il y aurait trop de risques, pour un banquier suisse, de se faire interpellé par le fisc américain, même lors d'un voyage privé. Entre les lignes, le directeur fait comprendre à André que s'il passe outre ces recommandations, c'est à ses risques et périls. Le banquier obtempère. Billets d'avion, chambre d'hôtel,

location de voiture, il annule tout, prend les frais à sa charge.

La recommandation de ne plus voyager aux Etats-Unis est en fait devenue presque une règle dans de nombreuses banques suisses. Elle a souvent été faite par une simple circulaire interne, parfois, il y a plusieurs mois.

Ces mesures font partie des dommages collatéraux du scandale UBS. La première banque suisse se voit réclamer les données personnelles de 4 450 comptes bancaires non déclarés de ressortissants américains. En 2007, à la suite des révélations d'un ex-gestionnaire de fortune de l'établissement, il a été découvert que 80 banquiers se rendaient régulièrement aux Etats-Unis, parfois déguisés en touristes, pour favoriser l'évasion fiscale de riches clients américains (Le Monde du 28 août).

Au printemps, le chef de la divi-

sion UBS Wealth Management Business for America's, aujourd'hui licencié, a été interpellé à l'aéroport de Miami, afin d'être auditionné comme témoin dans le cadre du litige fiscal qui oppose sa banque aux Etats-Unis. A UBS, dès avril, il a été interdit à 1 000 conseillers clientèle de se rendre outre-Atlantique.

« Filature »

Les banquiers suisses semblent aussi prendre de plus en plus de précautions lors de leurs déplacements en France et en Allemagne. En particulier depuis le lancement de la croisade contre les « évadés fiscaux » du ministre français du budget, Eric Woerth, qui affirme disposer d'une liste de 3 000 noms. Selon un avocat, des contrôles ont lieu dans les hôtels parisiens où descendent les banquiers. « Je n'exclus pas que cer-

tains gestionnaires de fortune soient pris en filature », dit-il.

En mars, le Financial Times avait déjà indiqué que plusieurs banques privées helvétiques avaient interdit à leurs collaborateurs de voyager à l'étranger, voulant « éviter que certains d'entre eux soient harcelés par les justices française ou allemande ».

L'association des banquiers suisses, SwissBanking, assure de son côté qu'il n'existe pas de consigne générale. « C'est du cas par cas, chaque banque prend les mesures qui lui semblent les plus appropriées par rapport à sa clientèle et ses marchés », explique-t-on.

André, lui, n'a pas osé révéler à son entourage qu'il avait annulé ses vacances. Avec son épouse, ils se sont contentés d'une destination moins lointaine : l'Irlande. ■

Agathe Duparc (à Genève) et Elise Vincent

« Global Finance » donne un bon point à M. Trichet

Dans son classement annuel des banquiers centraux, le magazine félicite la prudence de la BCE

Rappelez-vous les bons points distribués en classe, qui donnaient droit, au bout de dix, à une image. Cette année, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), en a reçu un, délivré par le magazine américain Global Finance. Depuis 1994, ce très sérieux mensuel financier attribue à une trentaine de banquiers centraux dans le monde des notes allant de A à D, qui sont censées qualifier leur politique de lutte contre l'inflation, l'atteinte de leurs objectifs économiques, la stabilité de leur monnaie et la gestion de leur taux d'intérêt.

Dans son édition d'octobre 2009, Global Finance a évalué leur gestion de la crise financière. Dans le classement, le patron de la BCE arrive en tête avec un A, soit la

meilleure note, alors qu'il avait obtenu un C en 2008. Selon le magazine, il « a vraiment fait ses preuves dans l'année écoulée. Faisant la sourde oreille aux appels à des baisses de taux d'intérêt drastiques en réponse à la tourmente économique, Trichet a soigneusement élaboré la politique monétaire de la zone euro pour contenir l'inflation tout en alimentant en liquidités son système bancaire en difficulté. (...) En adoptant une approche mesurée et en évitant les changements brusques de politique monétaire, la Banque aide à lisser, plutôt qu'à amplifier les pics et les creux de l'activité économique. »

En fait, la crise a érigé au rang de qualités la rigidité, la prudence, dont a fait preuve la BCE, ces mêmes caractéristiques qui fai-

saient ses défauts par temps calme. Avec un C – comme en 2008 –, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Ben Bernanke, se classe au même rang que l'Argentine, la Chine, la Thaïlande ou l'Arabie saoudite.

Un B pour Mervyn King

« Bernanke et le Trésor américain, que la Fed a fréquenté de près [elle a acheté 24,1% de la dette émise par l'Etat cette année], ont peut-être remis à flot l'économie et le système financier, mais ils doivent aussi partager la responsabilité d'avoir semé les graines de la prochaine crise, estime le magazine. Avec une dette massive, les Etats-Unis sont plus que jamais à la merci des banques centrales étrangères. Les investisseurs étrangers doivent être incités

à continuer à acheter des bons du Trésor, avec des taux d'intérêt à long terme plus élevés », risquant de noyer l'économie.

De son côté, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, s'est vu attribuer un B, soit légèrement mieux que le D obtenu en 2008. « Peut-être échaudé par les allégations selon lesquelles elle avait tendance à faire trop peu, trop tard, la banque a brusquement pris les devants, joignant l'ayant-garde des banques centrales pour conduire les taux d'intérêt près de zéro et se livrer dans ce que l'on appelle l'assouplissement quantitatif [l'achat de titres d'Etat]. Il ne leur reste plus qu'à faire preuve de doigté pour gérer la sortie de crise qui leur vaudra leur note en 2010. »

Cécile Prudhomme

